

Dans les années 70, l'ASEAN continua d'avancer prudemment, cherchant à obtenir un consensus avant de prendre toute nouvelle initiative diplomatique. Les cinq nations membres se penchaient aussi sur l'avenir, sur le rôle que l'ASEAN devrait jouer dans la région au lendemain des hostilités au Vietnam.

La «menace de la paix» au Vietnam allait se concrétiser. En février 1973, une conférence des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN ne déboucha sur aucun programme concret à cet égard et chaque pays parut prendre ses propres dispositions diplomatiques avec Hanoi et Pékin. On proposa de confier à l'ASEAN le soin d'acheminer toute l'aide à la réorganisation et à la reconstruction de l'Indochine, mais l'exécution d'un tel projet dépassait de loin les pouvoirs de l'Association.

En avril 1975, les victoires communistes en Indochine forcèrent l'ASEAN à adopter des politiques sur le nouvel ordre établi dans la région. En août, les cinq nations avaient déjà reconnu le nouveau gouvernement du Cambodge. Les Philippines et la Thaïlande nouèrent toutes deux des relations avec Pékin, tandis que la Malaisie reconnaissait officiellement le nouveau gouvernement du Vietnam du Sud et que les Philippines faisaient de même avec le Vietnam du Nord. La Thaïlande entra en pourparlers avec les deux Vietnams en vue de normaliser ses relations et accéléra le retrait des forces américaines. Manille invita Washington à réviser avec elle les accords de défense et, le 24 juillet, le président Marcos et le premier ministre Pramoj proposèrent le démantèlement progressif de l'OTASE. Les Chinois s'opposèrent toutefois à cette dernière initiative, de peur qu'un retrait précipité des Américains n'incite les Russes à redoubler d'activité dans la région.

Pendant ce temps, les mouvements de guérilla, jouissant de l'appui communiste, continuaient de harceler les gouvernements de la Malaisie et de la Thaïlande, et certains observateurs en vinrent à se demander s'il ne fallait pas, tout compte fait, accorder quelque crédibilité à la théorie des dominos. Avec la défaite de Saïgon et la capture d'un important butin de matériel militaire (dont environ 1,2 million de fusils), on craignait que des armes ne soient acheminées à des mouvements révolutionnaires dans les pays non communistes de l'Asie du Sud-Est.

Réunis à Kuala Lumpur du 13 au 15 mai 1975, les ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN tentèrent de former un front unifié. Le premier ministre de la Malaisie, Tun Abdul Razak, déclara que

l'ASEAN était prête à coopérer avec les nouveaux gouvernements de l'Indochine et exprima le vœu que ces derniers abandonnent leurs récriminations d'hier et les vieilles peurs nées de la guerre froide et se joignent à l'ASEAN pour bâtir une Asie du Sud-Est pacifique, neutre et prospère. Adam Malik de l'Indonésie proposa un cadre de relations fondées sur les principes énoncés à Bandoung en 1955: intégrité et souveraineté territoriales, non-agression, non-ingérence, égalité et profit mutuel, et coexistence pacifique. Le général Carlos Romulo des Philippines déclara que la subversion et l'infiltration constituaient de plus grands dangers que l'agression étrangère et demanda que soient examinées toutes les options propres à assurer la sécurité de la région. Plus tard, Malik demanda le retrait des forces américaines cantonnées dans les bases de la région, mais s'opposa à un départ précipité tant que l'Association ne serait pas en mesure de se défendre elle-même. Il exprima l'espoir que la Septième flotte américaine reste dans le Pacifique, mais en dehors des eaux asiatiques, pour assurer l'équilibre des forces dans la région.

Le dilemme de l'ASEAN se précisait: vaincus au Vietnam, les Américains pouvaient fort bien renoncer à leurs engagements concernant la sécurité en Asie du Sud-Est si une vague d'isolationnisme déferlait sur leur pays, auquel cas l'Association ne serait pas en mesure de combler le vide laissé par leur retrait. Malik objecta que la reconstruction du Vietnam demanderait au moins dix ans, ce qui laisserait à l'ASEAN le temps de mettre de l'ordre dans ses affaires. Cependant, l'expérience ne laissait guère place à un trop grand optimisme quant à la coopération politique, sans compter que le mouvement communiste vietnamien avait été sous-estimé à plusieurs reprises par le passé. En fait, on a peut-être exagéré le temps qu'il faudra à Hanoi pour s'implanter solidement; de plus en plus, l'ASEAN devra donc compter avec une puissance politique destinée à exercer une grande influence en Asie du Sud-Est.

La Conférence de Bali

La réunion des membres de l'ASEAN à Bali les 23 et 24 février 1976 marqua ce qu'on espérait être une nouvelle phase dans l'unification de la région. Pour en souligner l'importance, les chefs d'État se rassemblèrent et signèrent un Traité d'amitié et de coopération. L'ASEAN renonça à la structure décentralisée qu'elle préconisait par le passé et se dota d'un Secrétariat central. Un conseiller d'Adam